



Séance ordinaire du mardi 28 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clare HART, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Emilie CABELLO, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Lionel LOPEZ, Hervé MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'Assainissement 2020 - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il doit être présenté au Conseil de Métropole, un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement. Ce dernier doit par ailleurs, respecter les exigences fixées par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

Conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, les délégataires produisent avant le 1^{er} juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, les rapports des délégataires relatifs aux DSP de l'assainissement citées ci-après portant sur l'année 2020 ont fait l'objet :

- D'une communication au Conseil de Métropole par délibération du 28 juillet 2021 ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michelle CASSAR, en date du 15 septembre 2021 ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN, en date du 21 septembre 2021.

En 2020, le service public de l'assainissement concerne 1 507 km de réseaux d'eaux usées, 220 postes de refoulement et 13 stations de traitement des eaux usées. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 575 434 Equivalents-Habitants, ce qui représente 34,8 millions de m³ traités. Le territoire compte près de 115 726 abonnés. Le réseau collectif d'assainissement dessert plus de 99,5% de la population de la Métropole.

Concernant les travaux conduits par la Métropole, ils se sont élevés en 2020 à 12,7 M€ et portent sur le renouvellement du patrimoine, sur les extensions des réseaux nécessaires à l'évolution de l'urbanisation, mais aussi sur les ouvrages (stations et poste de refoulement).

Les travaux de reconstruction de la station de traitement de Murviel-lès-Montpellier ont démarré en 2019. La mise en service de la station est faite en 2021. Dès 2020, une première file de traitement a été mise en service. Pour un montant d'investissement de 1,7 M€ HT, cet ouvrage s'organise autour d'une filière de traitement par lits plantés de roseaux.

Pour l'exercice 2020, le montant des travaux réalisés sur les réseaux s'élève à 8,9 M€ HT et les principales opérations menées ont été des travaux de renouvellement de réseau (7,7 M€ HT) et travaux de d'extension de réseau (1,1 M€ HT).

Concernant la station d'épuration (STEP) MAERA, l'arrêté préfectoral portant autorisation environnementale au titre du Code de l'environnement concernant le projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées MAERA a été délivré le 14 avril 2020. Cet arrêté autorise Montpellier Méditerranée Métropole à poursuivre l'exploitation du système d'assainissement MAERA et à réaliser les travaux de modernisation de la station de traitement des eaux usées. Suite à l'arrêt de la procédure de consultation des entreprises en 2019, de nouvelles études techniques ont été réalisées en 2020 pour permettre une nouvelle consultation début 2021.

Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2020 à 57,4 M€ TTC, dont 43,9 M€ de dépenses d'investissement et 13,5 M€ de dépenses de fonctionnement.

En terme d'organisation du service, l'exploitation est déléguée depuis le 1^{er} janvier 2015, sur la totalité des 31 communs membres, dans le cadre de 3 contrats de délégation de service public d'une durée de 7 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021 :

- Contrat d'affermage pour le traitement des eaux usées par la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest (AQUALTER).

Concernant les comptes annuels de résultat d'exploitation (CARE) communiqués dans les rapports annuels des délégataires 2020, les principaux agrégats financiers sont les suivants :

- Contrat de traitement des eaux usées par la STEP MAERA (VEOLIA EAU) : l'exercice 2020 est déficitaire de 199 K€, avec une amélioration de 20 K€ du résultat d'exploitation par rapport à 2019. Les charges s'établissent donc à 9 998 K€ (-725 K€ par rapport à 2019, soit -7%), contre 9 798 K€ de produits (-705 K€ par rapport à 2019, soit -7%) ;
- Contrat de collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la STEP MAERA (VEOLIA EAU) : l'exercice 2020 se clôture avec un bénéfice de 783 K€ contre un bénéfice de 32 K€ en 2019, soit une augmentation 751 K€ du résultat d'exploitation. Cette variation a pour origine la forte hausse des produits de 831 K€ (soit + 14% par rapport à l'exercice 2019), pour s'établir à 6 961 K€. Les charges s'élèvent à 6 178 K€ (+7 9K€ par rapport à 2019, soit + 1%) ;
- Contrat de collecte et de traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest (AQUALTER) : un nouveau déficit de 464 K€ est constaté en 2020. Les produits d'exploitation de 4 051 K€ augmentent de 122 K€ par rapport à 2019 (soit + 3 %), contre des charges plus importantes s'établissant à 4 515 K€, soit -204 K€ de charges par rapport à l'exercice 2019 (soit -41 %).

Il convient par ailleurs de noter que les services de contrôle des délégations de service public ont mis à jour, en 2020, que les données transmises d'autosurveillance des systèmes d'épuration (stations et réseaux) du secteur Est-Ouest exploitées par la société AQUALTER étaient fausses, et n'étaient pas cohérentes avec les résultats d'analyses laboratoire. En conséquence, la Métropole évalue les modalités d'application de pénalités au titre de la falsification de ces données.

Le prix de l'assainissement au 1^{er} janvier 2021, comprenant les parts distributeur et intercommunale, a été fixé à 1,39 € HT par m³.

Les délégataires ont réalisé en 2020 des travaux de renouvellement pour 1,5 M€ soit 5,5 M€ en cumul depuis le début des contrats, (86 % de réalisation). Ils ont réalisé le curage préventif de 10,75 % du linéaire et ils ont mené 605 interventions sur le réseau et 754 interventions sur les branchements.

Le déploiement du diagnostic permanent s'est poursuivi avec le suivi de 139 points de mesure sur le système MAERA et 50 points sur le réseau est et ouest.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. La Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre 1 056 établissements disposant aujourd'hui d'un arrêté d'autorisation de déversement notifié. La cellule effectue des interventions sur le terrain, en contrôle de branchement, en collaboration avec les délégataires. Des enquêtes sur des pollutions ponctuelles sont réalisées. Toutes sont déclenchées suite à des alertes des usagers ou des institutions. En 2020, 11 épisodes de pollutions ont été signalés à la CRIDt. Parmi eux les dépotages sauvages d'une entreprise de vidange.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie sur les 4 373 installations dénombrées sur le territoire métropolitain, un total de 143 contrôles a été effectué en 2020, dont 88 contrôles diagnostics de l'existant, 32 vérifications de la conception des travaux et 23 vérifications de la conception et de l'exécution des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le Rapport annuel 2020 sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement ;
- D'autoriser sa transmission à toutes les communes de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De prendre acte de l'examen des rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'assainissement au titre de l'exercice 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/10/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 octobre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210928-170292-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/10/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RPQS Assainissement 2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.